



> EDITORIAL

Les partenariats de coopération soutenus par Villes Unies reposent tous sur le même objectif : aider les villes du Sud à élaborer et à conduire des politiques locales de développement dans les domaines jugés prioritaires par leur population et qui rejoignent, aujourd'hui, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) des Nations Unies.

Que ce soit à Yaoundé, à Bamako ou prochainement à Porto Novo, les coopérations engagées visent à promouvoir une meilleure "gouvernance locale" en permettant aux communes de mieux répondre aux attentes et aux besoins de leurs habitants. Ces coopérations sont porteuses d'enseignements et d'expériences que nous mettons à la disposition des autres villes.

C'est, en particulier, le sens de notre soutien au Centre de Formation aux métiers urbains de Ouagadougou qui, progressivement, s'organise autour d'un programme annuel de formation comportant six sessions. C'est aussi celui de cette Lettre qui doit nous aider à mieux faire connaître les pratiques issues de nos coopérations.

Philippe Di Loreto, secrétaire général de Villes Unies

> LES COOPERATIONS DE VUP

■ YAOUNDE IV / Le programme de micro finance

Au cours de l'année 2003, la mairie de **Yaoundé IV**, au Cameroun, en partenariat avec Villes Unies, a créé, dans sa commune, une institution de micro finance (ou IMF) le Crédit de Développement Mutuel (CDM). Au départ de cette initiative, une idée simple : si le rôle d'une mairie est de fournir à ses administrés des services urbains de qualité, alors la promotion de l'accès aux services financiers fait légitimement partie de ses domaines d'intervention. Pour parvenir à se pérenniser, le CDM a alors exprimé un besoin de professionnalisation auquel PlaNet Finance a répondu au cours de plusieurs missions d'assistance technique, à la demande de Villes Unies. L'action de PlaNet Finance a porté sur l'amélioration des outils et des procédures de gestion du CDM. La professionnalisation du CDM a été consacrée, en janvier 2006, quand le gouvernement camerounais a exigé la fermeture de 205 institutions alors qu'il accordait au CDM un agrément officiel.

L'expérience de Yaoundé n'est pas isolée : elle intervient alors qu'une réflexion est en cours sur les modalités d'intervention des mairies dans le développement de la micro finance. La dernière conférence annuelle de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), qui s'est tenue en novembre 2005, à Madagascar, avait ainsi pour thème "Villes et micro finance".

Un consensus se dégage sur le fait que les mairies du Sud peuvent jouer un rôle déterminant dans la promotion du secteur de la micro finance. Elles disposent en effet d'une très bonne connaissance des besoins de leurs administrés et elles occupent une position privilégiée d'intermédiaire entre les acteurs locaux, nationaux et internationaux. Certes, la gestion opérationnelle des institutions de micro finance doit être confiée à des spécialistes dans le cadre d'une structure indépendante. Le rôle de la mairie reste cependant crucial pour ce qui est d'inciter, de favoriser et d'accompagner les micro entreprises et d'attirer parallèlement dans la circonscription les institutions de micro finance, les expertises et les financements extérieurs nécessaires.

Pour assurer la réussite de ces politiques, il apparaît tout aussi clairement que les mairies du Nord ont une contribution particulière à apporter, dans l'esprit de la coopération décentralisée. Qui mieux qu'elles peut fournir un accompagnement dans le long terme, une assistance technique sur certains thèmes clés - depuis la gouvernance jusqu'à l'appui aux créateurs d'entreprise - ainsi qu'un relais vers les expertises et les sources de financement internationales ? Pour ce faire, elles peuvent mobiliser, par exemple, l'énergie de la participation citoyenne et celle du co-développement avec les travailleurs migrants actifs dans la circonscription.

PlaNet Finance est convaincu que les collectivités prendront bientôt toute leur place dans le développement d'un mécanisme qui améliore durablement le bien-être de leurs administrés.

► **PlaNet Finance** : Mehdi Dutheil. **E-mail** : mdutheil@planetfinance.org

■ PORTO NOVO / Un nouveau partenariat de coopération

Le **tourisme** comme politique locale de développement économique de **Porto Novo**, capitale du Bénin. Telle est l'ambition de cette ville de 300'000 habitants et des huit communes environnantes, regroupées depuis juin 2005, en Communauté des communes de l'Ouémé (CCO). Cette nouvelle structure correspond à la volonté des neuf communes d'appréhender ensemble les problèmes de leur territoire, dans le cadre d'un projet global de développement. C'est ainsi qu'avec l'amélioration des services urbains, le développement économique à travers le renforcement de l'activité touristique s'est imposé aux élus locaux comme un axe de coopération fédérateur.

A la fin du mois de novembre 2005, un séminaire de travail a réuni une centaine de participants à Porto Novo autour de cette thématique : élus locaux, acteurs économiques, associations de développement et partenaires internationaux se sont retrouvés pour définir les grandes lignes d'un plan stratégique de développement touristique.

Villes Unies a décidé de soutenir la Communauté des communes de l'Ouémé en appuyant, d'une part, la

mise en place d'une mission "développement touristique" auprès du président de la CCO et, d'autre part, la création de la Maison du Tourisme et du Patrimoine dans l'une des maisons afro brésiliennes restaurées.

■ ROSARIO - Argentine / Une première mission d'évaluation

Rosario, deuxième agglomération argentine, qui compte environ 1'300'000 habitants, mène une politique municipale exemplaire. Le maire, M. Miguel Lifschitz, ses adjoints, les services de la ville, les employés municipaux et les habitants sont engagés collectivement dans la réussite de leur développement. Leurs actions particulièrement efficaces dans le domaine de l'éducation, du logement, de la santé, de la démocratie locale et de la participation des habitants sont des modèles à suivre aux yeux du programme pour le développement des Nations Unies en Argentine (voir la publication du PNUD de 2003 : Exemple de gouvernance réussie, Rosario).

L'aide apportée par Villes Unies concerne le domaine de la santé publique, compétence acquise par la ville face à la défaillance du système de santé public fédéral et au coût élevé des soins offerts par les organismes privés, qui se sont multipliés sous l'impulsion libérale des gouvernements successifs des années 1990. La santé publique représente aujourd'hui 30% du budget total de fonctionnement de la ville de Rosario et 3'800 employés municipaux sur un total de 9'000.

VUP finance des études permettant de procurer aux autorités locales de Rosario des éléments d'orientation de leur politique de santé en direction des jeunes femmes victimes de pratiques d'avortements clandestins. 30% de décès sont en effet dus à des soins "rudimentaires". Les études auprès de la population "à risque" (femmes et adolescentes) sont conduites par des médecins et professionnels de la santé qui ont participé à des sessions de formation continue organisées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à Genève.

► Pour **Villes Unies** : jacques.petriment@mairie-lyon.fr

■ BAMAKO / Le partenariat entre dans une phase de consolidation

Le nouvel accord de partenariat "Ville de Bamako - VUP" vient de boucler la première année de sa mise en œuvre.

A partir du projet-pilote du quartier de **Sogoninko**, l'expérience de Bamako se poursuit avec la mise en place d'un "Fonds Communal d'assainissement urbain à travers le mini égout" qui rassemble les contributions des populations, des mairies et des collectivités, de l'Etat (fonds PPTE) et d'autres partenaires.

Cette expérience veut capitaliser les acquis et s'ouvrir aux associations, aux instituts de formation sanitaires et aux autres acteurs locaux. La création prochaine de l'Observatoire sur l'assainissement urbain et des Maisons d'initiatives locales (MIL) devrait permettre d'impliquer plus fortement les populations dans la réalisation des projets d'assainissement tout en développant des solutions techniques financièrement supportables par les populations.

► Pour le district de **Bamako** / Sambala Sidibé : vupmairie@yahoo.fr

> PARTENARIAT

■ Programme Solidarité Eau (PS-Eau)

Réseau de partenaires pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les pays du Sud, le PS-Eau coordonne et diffuse toute une série d'informations sur cette thématique. Leur site web comprend de nombreux documents techniques, d'études et d'informations pratiques sur la mise en place de projets dans le domaine de l'eau. Ce réseau diffuse régulièrement des informations sur les différents appels à projets lancés par les bailleurs de fonds sur cette thématique.

Ainsi, le PS-Eau nous informe que l'Union Européenne lancera, fin mars 2006, un second appel à proposition pour l'eau dans le cadre de la "**Facilité ACP-UE pour l'eau**". D'un montant total de 250 millions d'euro, il a pour objectif de soutenir la mise en œuvre d'infrastructures dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Cet appel à proposition peut être téléchargé sur le site <http://europa.eu.int/waterfacility>

► Pour en savoir plus : www.pseau.org

> CALENDRIER

📍 **Valence** (Espagne), du 29 au 31 mars 2006, Vème Forum de l'Alliance mondiale des villes contre la pauvreté (PNUD). **Site web** : http://mirror.undp.org/switzerland/wacap/fr/forum_valencia/index.htm

📍 **Genève**, du 18 au 20 mai 2006, rencontre internationale des villes sur le thème : "**Villes et qualité de vie. Enjeux globaux, solutions locales**". **Site web** : www.qualitedevie.org - **E-mail** : info@qualitedevie.org

► Le programme du Forum 

📍 **Vancouver** (Canada), du 19 au 23 juin 2006. 3ème Forum urbain mondial des Nations Unies - Habitat. **Site web** : <http://hq.unhabitat.org/wuf/2006/Organization.asp>

📍 **Nairobi** (Kenya), du 18 au 22 septembre 2006. Sommet Africités rassemblant les collectivités locales africaines sur le thème : "Construire des coalitions locales pour la réalisation effective des objectifs du Millénaire pour le développement au sein des collectivités locales africaines". **Site web** : www.africities2006nairobi.org/fr/index.asp

Villes Unies contre la Pauvreté (VUP), Villa La Concorde, 20, avenue de la Concorde, CH-1203 Genève. Tél. + 41 (0)22 979 32 60 / Fax + 41 (0)22 979 32 61 / **E-mail** : secretariat@vup-ucp.org / **Site Internet** : www.vup-ucp.org
